

Unité départementale de l'Essonne
Cité administrative
Boulevard de France
91012 EVRY-COURCOURONNES CEDEX

EVRY-COURCOURONNES, le 07/11/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/10/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PAPREC Grand Île de France

7 rue Pascale
93120 LA COURNEUVE

Références : D2022- **0961**
Code AIOT : 0006505259

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/10/2022 dans l'établissement PAPREC Grand Île de France implanté voie des jumeaux 91320 WISSOUS. L'inspection a été annoncée le 15/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PAPREC Grand Île de France
- voie des jumeaux 91320 WISSOUS
- Code AIOT : 0006505259
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le Groupe PAPREC, créée en 1995, est spécialisée dans le recyclage et la valorisation de déchets. Sa filiale PAPREC GRAND ÎLE-DE-FRANCE est implantée sur plusieurs communes de l'Île-de-France, notamment Gennevilliers et Wissous.

Les trois activités principales du site de Wissous sont :

- la collecte et le tri de déchets de chantier (gravats mélangés, etc.) pour des clients tels que Vinci, Eiffage et Bouygues ;
- la réception et le tri de Déchets Non Dangereux (encombrants des collectivités) ;

- la broyage de bois
- le concassage de béton.

Le bilan 2021 est de 186 000 tonnes de déchets réceptionnés sur site.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1) | Proposition de délais |
|----|--|--|--|---|-----------------------|
| 1 | Situation administrative | Lettre du 29/09/2016, article - | / | Mise en demeure, dépôt de dossier | 3 mois |
| 2 | Prescriptions générales applicables aux stations-service | Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article Article 1 | / | Mise en demeure, respect de prescription | 3 mois |
| 7 | Plans et schémas de circulation | Arrêté Préfectoral du 27/04/2001, article Chap 1 Article 4 | / | Lettre de suite préfectorale | 3 mois |
| 11 | Installations électriques – Mise à la terre | Arrêté Préfectoral du 27/04/2001, article Chap V article 2.3 | / | Lettre de suite préfectorale | 1 mois |
| 13 | Moyens d'intervention en cas d'accident_Equipement | Arrêté Préfectoral du 27/04/2001, article Chap V article 7.1 | / | Lettre de suite préfectorale | 3 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|--|--|--|-------------------|
| 3 | Entreposage des déchets | Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > IV. | / | Sans objet |
| 4 | Dispositif de traitement des effluents | Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 16 | / | Sans objet |
| 5 | registres | Arrêté Préfectoral du 16/01/2014, article 2 : | / | Sans objet |
| 6 | Prélèvements d'eau | Arrêté Préfectoral du 27/04/2001, article Chap 1 Article 1 | / | Sans objet |
| 8 | Qualité des effluents rejetés | Arrêté Préfectoral du 27/04/2001, article Chap 1 Article 6 | / | Sans objet |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|--|--|---|-------------------|
| 9 | Surveillance des rejets à l'atmosphère | Arrêté Préfectoral du 27/04/2001, article Chap II article 4 | / | Sans objet |
| 10 | Contrôles des niveaux sonores | Arrêté Préfectoral du 27/04/2001, article Chap IV article 5 | / | Sans objet |
| 12 | Traçabilité des terres excavées – bordereaux électroniques | Code de l'environnement du 01/01/2022, article Article R. 541-45 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Considérant que la machine installée sur site et dédiée à l'activité de broyage/concassage de déchets inertes a une puissance de 310 kW,

Considérant que la puissance maximale autorisée sur site pour cette activité est 136 kW,

Considérant que l'activité relève du régime de l'enregistrement sous la rubrique 2515-1 et non de la déclaration comme autorisée par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 27/04/2001 et suivants,

Considérant que l'exploitation de la station-service présente plusieurs non-conformités notables, par exemple l'absence de dispositif d'arrêt d'urgence, une aire de dépotage non étanche et une réserve de produit absorbant inutilisable,

Compte tenu des enjeux en termes de prévention des risques incendie, de pollution des sols et de nuisances, l'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant de respecter les conditions d'exploitation imposées dans un délai de 03 mois, en application des articles L.171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, c'est-à-dire :

- * Régulariser l'activité de broyage/concassage soit en disposant une installation relevant du régime de la déclaration d'une puissance inférieure à 200 kW soit en portant à la connaissance les modifications de condition d'exploitation de cette même installation, conformément à l'article R181-46 du Code de l'Environnement et une demande de cas par cas "ESSOC" conformément à l'article L.122-1 IV du Code de l'Environnement.

- * Disposer sur l'aire de distribution de la station-service d'une réserve de produit absorbant incombustible en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres, conformément à l'article 4.2 de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 15/04/10 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations-service soumises à déclaration sous la rubrique n° 1435 ;

- * Disposer d'un dispositif d'arrêt d'urgence situé à proximité de l'appareil permettant de provoquer la coupure de l'ensemble des installations destinées à la distribution, conformément à l'article 4.9.3 de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 15/04/10 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations-service soumises à déclaration sous la rubrique n° 1435 ;

- * Les aires de dépotage et de distribution de liquides inflammables doivent être étanches aux produits susceptibles d'y être répandus et conçues de manière à permettre le drainage de ceux-ci, conformément à l'article 5.10 de l'arrêté ministériel du 15/04/10 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations-service soumises à déclaration sous la rubrique n° 1435 ;

Par ailleurs, concernant l'exploitation de la station-service, l'inspection propose à M. Le Préfet de l'Essonne de demander à l'exploitant de procéder à un contrôle exhaustif de celle-ci par rapport aux

prescriptions applicables inscrites dans l'arrêté ministériel du 15/04/10 et de contrôler une éventuelle pollution du sol notamment au droit de la zone de dépotage (voir annexe planche photographique), et le cas échéant, déterminer l'extension de cette pollution et la retirer.

Concernant les autres non-conformités (mise à jour du plan des réseaux d'eau, conformité des installations électriques et du réseau des RIA) et l'observation relative à la surconsommation en 2022 d'eau potable, l'inspection propose à M. le Préfet de l'Essonne de demander à l'exploitant de tenir informé l'inspection des installations classées, dans les meilleurs délais et en tout état de cause avant les délais mentionnés dans le rapport, des actions engagées pour y répondre.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

| |
|---|
| Référence réglementaire : Lettre du 29/09/2016, article - |
| Thème(s) : Situation administrative, Décisions prenant acte du bénéfice de l'antériorité |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Par lettre préfectorale du 29/09/2016, l'inspection prend acte du bénéfice de l'antériorité de la situation administrative de l'établissement PAPREC ENVIRONNEMENT IDF autorisé à exploiter voie des Jumeaux à WISSOUS les activités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • rubrique 2791 (Autorisation) : Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782. La quantité de déchets traités étant de 423 t/j. • rubrique 2714 (Autorisation, régime en vigueur : Enregistrement) : Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant de 4 800 m3. • rubrique 2716 (Autorisation, régime en vigueur : Enregistrement) : Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710 et 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant de 5 000 m3. • rubrique 2517-2 (Enregistrement) : Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques, la superficie de l'aire de transit étant de 20 000 m2. • rubrique 2713-2 (Déclaration) : Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliages de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712. La surface étant de 900 m2. • rubrique 2515-1c (Déclaration) : Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, autres que celles visées par d'autres rubriques et par la sous-rubrique 2515-2. La puissance installée des installations étant de 136,74 kW. • rubrique 1435 (Déclaration) : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules. Le volume annuel de carburant liquide distribué étant de 500 m3. <p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 13/10/2022, l'inspection constate la présence d'un concasseur à percussion (LT1213S) et demande à l'exploitant de confirmer la puissance de l'équipement. L'exploitant informe l'inspection que le concasseur appartient à son prestataire et ne dispose pas de l'information.</p> <p>Par courriel du 24/10/2022, l'exploitant transmet les spécifications techniques des deux concasseurs susceptibles d'être utilisés par le prestataire (LT1110S (242 kW) et LT1213S (310 kW)).</p> |

L'inspection constate que la puissance du concasseur présent le jour de la visite est de 310 kW. Cette puissance est supérieure à celle autorisée (136,74 kW). Cette modification change le régime applicable au titre de la rubrique 2515 des installations classées, le régime est donc l'enregistrement (seuil à 200kW).

L'exploitant doit exercer les activités relevant de la réglementation des installations classées dans les régimes définis et actualisés par courrier préfectoral du 29/09/2016.

L'exploitant doit se mettre en conformité par rapport aux activités autorisées soient en réduisant la puissance du concasseur (puissance inférieure à 200kW) soit en portant à la connaissance de M. le Préfet de l'Essonne des modifications de condition d'exploitation, conformément à l'article R181-46 du Code de l'Environnement.

De plus, la modification consistant à créer une installation soumise à enregistrement au sein d'un établissement soumis à autorisation, une demande de cas par cas "ESSOC" devra être déposée par l'exploitant conformément à l'article L122-1 IV du Code de l'Environnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Prescriptions générales applicables aux stations-service

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, articles 4.2, 4.9.4, 5.10 de l'annexe I

Thème(s) : Risques accidentels,

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Les stations-service soumises à déclaration sous la rubrique n° 1435 sont soumises aux dispositions des annexes I à IV du présent arrêté. Les présentes dispositions s'appliquent sans préjudice d'autres législations.

Constats : L'exploitant déclare que les consommations annuelles de carburants en 2019 et 2021 sont les suivantes :

2019 : 237 m3 de GNR et 464 m3 de gasoil soit un total de 701 m3.

2021: 237 m3 de GNR et 467 m3 de gasoil soit un total de 704 m3.

Lors de la visite, l'inspection relève plusieurs non-conformités notables concernant l'exploitation de la station-service, par exemple :

* absence d'un dispositif d'arrêt d'urgence;

* l'aire de dépotage n'est pas étanche, la terre est souillée d'hydrocarbures autour des bouches de dépotage;

* une réserve de produit absorbant, du sable, inutilisable car rempli d'eau de pluie.

L'exploitant doit procéder à un contrôle exhaustif de la station-service par rapport aux prescriptions applicables inscrites dans l'arrêté ministériel du 15/04/10 et le cas échéant corriger l'ensemble des non-conformités relevées.

De plus, l'inspection demande à l'exploitant de contrôler une éventuelle pollution du sol notamment au droit de la zone de dépotage (voir annexe planche photographique), et le cas échéant, déterminer l'extension de cette pollution et la retirer.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Entreposage des déchets

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > IV. |
| Thème(s) : Risques chroniques, ... |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées.</p> <p>Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple).</p> <p>L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.). La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres.</p> <p>Pour la rubrique n° 2711, les bouteilles de gaz liquéfié équipant des équipements tels que cuisinières ou radiateurs sont retirées avant qu'ils ne soient introduits dans un endroit non ouvert en permanence sur l'extérieur.</p> <p>Les zones d'entreposage et de manipulation des produits ou déchets sont couvertes lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dégradation des produits ou déchets gérés sur l'installation, rendant plus difficile leur utilisation, valorisation ou élimination appropriée, par exemple via l'infiltration d'eau dans la laine de verre et les mousses des déchets d'équipements électriques et électroniques ; - l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie. |
| <p>Constats : Lors de la visite des installations, l'inspection constate que les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets sont distinctes et clairement repérées.</p> <p>Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet.</p> <p>L'inspection constate que la hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 4 : Dispositif de traitement des effluents

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 16 |
| Thème(s) : Risques chroniques, ... |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Le dispositif de traitement des effluents susceptibles d'être pollués est entretenu par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les fiches de suivi du nettoyage des équipements ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées. |
| Constats : Par courriel du 10/10/2022, complété lors de la visite, l'exploitant transmet les documents suivants : - la facture concernant le nettoyage des équipements établie par S.A. PIFFRET datée du 14/12/2021 ; - les bordereaux de suivi de déchet établis par S.A. PIFFRET (collecteur) : _n°4153 daté du 19/11/2021 (eau + hydrocarbure) accompagné du ticket de pesée semi-automatique établi par SITREM _n°4160 daté du 06/12/2021 (sable) accompagné du bon de réception d'ECOPUR daté du 09/12/2021. L'exploitant déclare qu'il n'a pas encore effectué d'entretien pour 2022. L'inspection constate que les déchets issus du curage sont éliminés dans des installations dûment autorisées. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 5 : registres

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/01/2014, article 2 : |
| Thème(s) : Risques chroniques, ... |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour deux registres chronologiques des déchets : <ul style="list-style-type: none"> • Un registre des déchets entrants contenant au moins, pour chaque flux de déchets entrants, les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - la date de réception du déchet ; - la nature du déchet entrant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ; - la quantité du déchet entrant ; - le nom et l'adresse de l'installation expéditrice des déchets ; - le nom et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; • Un registre des déchets sortants contenant au moins, pour chaque flux de déchets sortants, les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - la date de l'expédition du déchet ; - la nature du déchet sortant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ; - la quantité du déchet sortant ; - le nom et l'adresse de l'installation vers laquelle le déchet est expédié ; - le nom et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive susvisée ; - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement. |

| |
|---|
| <p>Constats : Lors de la visite, l'inspection constate que l'exploitant tient à jour deux registres chronologiques des déchets : l'un pour les déchets entrants et un second pour les déchets sortants.</p> <p>Ces deux registres reprennent l'ensemble des informations demandées dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 16/01/2014.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |
| <p>Proposition de suites : Sans objet</p> |

N° 6 : Prélèvements d'eau

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/04/2001, article Chap 1 Article 1</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution de l'eau</p> |
| <p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>GÉNÉRALITÉS ET CONSOMMATION (Eaux de nappe ou de surface) Les ouvrages de prélèvement sont équipés, en eaux de nappe ou de surface, de dispositifs de mesure totalisateurs et d'un dispositif de disconnection afin d'éviter tout phénomène de retour sur les réseaux d'alimentation (eaux de nappe ou distribution d'eau potable) . L'exploitant établit un bilan annuel des utilisations d'eau à partir des relevés réguliers de ses consommations . Ce bilan fait apparaître éventuellement les économies réalisables</p> <p>UTILISATION D'UN FORAGE</p> <p>L'ouvrage de prélèvement d'eau de nappe est équipé d'un système de comptage du volume prélevé .</p> <p>Le pétitionnaire enregistre les volumes prélevés à la fin de chaque mois .</p> <p>Lorsqu'il s'agit de prélèvements saisonniers ou épisodiques ou irréguliers, le pétitionnaire enregistre les volumes prélevés chaque semaine .</p> <p>Le pétitionnaire communique au préfet dans les 2 mois suivant la fin de chaque année civile, un document indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> les volumes prélevés chaque mois (en m³/mois) , pour les prélèvements saisonniers, les volumes prélevés chaque semaine (en m³/semaine) , - les incidents d'exploitation rencontrés ayant pu porter atteinte à la ressource en eau et les mesures mises en oeuvre pour y remédier, le relevé de l'indice, en fin de campagne, du système de comptage du volume prélevé . |
| <p>Constats : Par courriel du 10/10/2022, l'exploitant transmet les consommations "EAU" pour l'année 2021 et l'année 2022 en cours.</p> <p>L'inspection constate que l'exploitant tient à jour un tableau de suivi mensuel du volume prélevé dans la nappe et dans le réseau d'eau potable.</p> <p>Pour l'année 2021, l'établissement a prélevé 7804 m³ dans la nappe et 14281,19 m³ dans le réseau d'eau potable, soit un bilan global de 22085,19 m³.</p> <p>Pour l'année 2022, l'inspection constate une forte augmentation de la consommation d'eau (multiplié par deux) sur le 1er trimestre 2022.</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de justifier cette forte augmentation.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |
| <p>Proposition de suites : Sans objet</p> |

N° 7 : Plans et schémas de circulation

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/04/2001, article Chap 1 Article 4 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution de l'eau |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient systématiquement à jour les schémas de circulation des apports d'eau et de chacune des diverses catégories d'eaux polluées comportant notamment : - l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation , - les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, isolement de la distribution alimentaire, ...) - les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs ...) - les ouvrages d'épuration et les points de rejet de toute nature . Les différentes canalisations sont repérées conformément aux règles en vigueur . |
| Constats : Lors de la visite, l'exploitant présente le plan de récolement daté du 13/06/2013 réalisé par AJF TOPO. L'inspection constate que le plan est dépourvu de légende, et ne permet pas notamment de repérer les ouvrages d'épuration et les points de rejet de toute nature. L'inspection demande à l'exploitant de mettre à jour son plan des réseaux et de mieux matérialiser les équipements (séparateur, vanne guillotine...etc). |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 8 : Qualité des effluents rejetés

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/04/2001, article Chap 1 Article 6 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution de l'eau |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'ensemble des rejets du site doit respecter les valeurs limites et caractéristiques suivantes : - Température : < 30°C - pH : compris entre 5,5 et 8,5 (ou 9,5 s'il y a neutralisation alcaline) - Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg/PU l - exempt de matières flottantes L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet dans le réseau pluvial, les valeurs limites en concentration suivantes : - DCO : 300 mg/l - DBO5 : 100 mg/l - MES : 100 mg/l hydrocarbures totaux : 10 mg/l - métaux totaux : 15 mg/l |
| Constats : Par courriel du 10/10/2022, l'exploitant transmet le rapport d'analyse des eaux pluviales établi par WESSLING daté du 18/10/2021. L'inspection constate que les valeurs limites en concentration sont respectées pour les 3 points de rejet. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 9 : Surveillance des rejets à l'atmosphère

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/04/2001, article Chap II article 4 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution de la pollution atmosphérique |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Une mesure des retombées de poussières doit être effectuée, selon les méthodes d'échantillonnage de mesure et d'analyse conformes à celles définies par les réglementations ou normes françaises ou européennes en vigueur, au moins tous les 3 ans et en période estivale . Les mesures sont effectuées par un organisme agréé par le ministre de l'Environnement quand il existe une procédure d'agrément des organismes. Ces mesures sont transmises à l'inspection des installations classées . |
| Constats : Par courriel du 10/10/2022, l'exploitant transmet le rapport de mesure des retombées atmosphériques sèches réalisée du 28 octobre au 12 novembre 2019 par l'APAVE. Le rapport conclut que : <ul style="list-style-type: none">- les résultats sont inférieurs à 300 mg/m2/jour, cela n'engendre pas de gêne ;- l'empoussièrement du site est faible sur les points. L'inspection rappelle à l'exploitant qu'une mesure des retombées de poussières doit être effectuée au moins tous les 3 ans et idéalement en période estivale, période la plus défavorable. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 10 : Contrôles des niveaux sonores

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/04/2001, article Chap IV article 5 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des nuisances sonores – vibrations |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'exploitant fait réaliser tous les 3 ans et à ses frais, une mesure du niveau de bruit et de l'émergence par une personne ou un organisme qualifié et aux emplacements choisis après accord de l'inspection des installations classées . Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 . |
| Constats : Par courriel du 10/10/2021, l'exploitant transmet le rapport de la campagne de mesures des niveaux sonores établi par Guillaume Novaille, Consultant – Mesures de bruit environnementales daté du 12/09/2022. L'inspection constate les conclusions suivantes : <ul style="list-style-type: none">- les valeurs limites réglementaires d'émergence sont respectées pour le point A,- la valeur limite réglementaire de niveau de bruit en limite de propriété est respectée pour l'ensemble des points caractérisés,- aucune tonalité marquée n'est repérée. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 11 : Installations électriques – Mise à la terre

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/04/2001, article Chap V article 2.3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des risques |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée : L'installation électrique doit être conçue, réalisée et entretenue conformément au décret n° 88.1056 du 14 novembre 1988 relatif à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes françaises de la série NF C qui lui sont applicables . Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit . Un contrôle est effectué au minimum une fois par an par un organisme agréé qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport de contrôle . Il est remédié à toute défécuosité relevée dans les délais les plus brefs. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle du paratonnerre éventuel . Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine . Les masses métalliques contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentielles . Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980, portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion, sont applicables à l'ensemble des zones de risque d'atmosphère explosive de l'établissement . Le matériel électrique mis en service à partir du 1 er janvier 1981 est conforme aux dispositions des articles 3 et 4 de l'arrêté ministériel précité .</p> |
| <p>Constats : Par courriel du 10/10/2022, l'exploitant transmet le rapport de contrôle des installations électriques au titre du code du travail daté du 05/01/2022 établi par l'APAVE. L'inspection constate 24 observations dont 17 récurrentes.</p> <p>Le 13/10/2022, le jour de la visite, l'exploitant présente le compte-rendu Q18 daté du 05/01/2022 établi par l'APAVE. Le Q18 indique que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion. Le compte-rendu des constatations indique un danger déjà signalé. De plus, l'exploitant transmet un devis établi par ANDRE SAS (électricien) daté du 11/10/2022 relatif à la levée de certaines observations du rapport de l'APAVE. L'exploitant informe l'inspection que l'APAVE est sur site pour un nouveau contrôle des installations électriques, le jour de l'inspection.</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de réaliser l'ensemble des travaux nécessaires à la levée des observations, et de transmettre un nouveau Q18 indiquant que l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie ou d'explosion.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 12 : Traçabilité des terres excavées – bordereaux électroniques

| |
|---|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article Article R. 541-45 |
| Thème(s) : Actions nationales 2022, Traçabilité des terres excavées |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée : Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de</p> |

| |
|---|
| suivi de déchets. |
| Constats : L'exploitant déclare avoir déployé Trackdéchets sur toutes ses filiales. Concernant Paprec Grand IDF, la saisie s'opère directement dans Trackdéchets contrairement aux filiales spécialisées dans les déchets dangereux qui utilisent une Interface de programmation d'application (API) pour transmettre les données depuis leur système d'information. L'exploitant déclare s'appuyer sur ses prestataires qui traitent les déchets dangereux produits par le site ou mis de côté lors des actions de tri pour remplir Trackdéchets. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 13 : Moyens d'intervention en cas d'accident_Equipement

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/04/2001, article Chap V article 7.1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des risques |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>7.1 Équipement</p> <p>7.1.1. Définition des moyens</p> <p>L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'analyse des risques définie dans le présent chapitre au paragraphe généralités.</p> <p>Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.</p> <p>L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions.</p> <p>7.1.2 Moyens de lutte</p> <p>Les moyens de lutte, conformes aux normes en vigueur, comportent :</p> <p>des extincteurs de nature et de capacité appropriées aux risques à défendre, répartis à l'intérieur et à proximité des dégagements, bien visibles et toujours facilement accessibles,</p> <p>des poteaux d'incendie normalisés.</p> |
| <p>Constats : Le 13/10/2022, le jour de la visite, l'inspection a effectué à un contrôle aléatoire des moyens de secours :</p> <p>les robinets d'incendie armés (RIA) n°12 et 13 ont été vérifiés en juillet 2022.</p> <p>L'inspection constate la présence de trois réserves d'eau enterrées et d'une bache de 120 m3 chacune.</p> <p>L'inspection constate qu'un robinet d'incendie armé fuit, le tuyau est percé.</p> <p>L'exploitant transmet la mesure de débit des deux poteaux d'incendie effectuée le 18/08/2022 par GROUPE 4S concluant sur leur conformité. Le compte-rendu indique que le débit et la pression statique des RIA branchés sur le réseau des poteaux d'incendie sont faibles.</p> <p>L'exploitant présente un bon de commande daté du 16/09/2022 accompagné d'un devis daté du 18/07/2022 établi par BFCS Groupe BARKENE pour la fourniture et la pose d'un nouveau surpresseur RIA.</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de transmettre tous documents attestant la réalisation des travaux et la conformité de débit et pression statique des RIA branchés sur le réseau des poteaux d'incendie.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |
| Proposition de délais : 3 mois |

PAPREC GRAND ÎLE-DE-FRANCE
Inspection du 13/10/2022

Planche photographique



RIA fuit, tuyau percé



Puissance du concasseur présent le jour de la visite : 310 kW



Aire de dépotage non étanche



Réserve de produit absorbant (sable) inutilisable car rempli d'eau de pluie



**Poste de distribution de gazole et GNR :
Absence d'un dispositif d'arrêt d'urgence**